



1^{er} juin 2021

1. Christiane Bruyère, éducatrice sans frontières
2. Luc Allaire branché sur le monde
3. AQANU-Granby... à l'écran
4. Marie-Lissa Roy-Guérin, une première

Christiane Bruyère, éducatrice sans frontières



Christiane Bruyère

(Photo Émilie Tremblay-Bruyère)

Avec de «petits moyens, on peut faire de grandes choses», croit Christiane Bruyère, parlant des actions de l'AQANU. Elle laisse entendre que pour cultiver des projets en coopération internationale, il vaut mieux procurer un petit peu d'eau à la fois plutôt que d'en déverser une grande quantité qui ne fera probablement que ruisseler à la surface. «Avec l'AQANU, on fait des petits pas et on laisse les partenaires responsables de la réalisation des projets.»

Originnaire de Québec où elle réside toujours, Christiane Bruyère fait pourtant partie de l'AQANU-Granby. Cela parce qu'un jour, au temps où elle vivait et travaillait en Haïti, elle a accueilli le coopérant volontaire Clément Roy, aujourd'hui président d'AQANU-Granby.

Depuis un peu plus d'un an, elle fait partie du comité d'analyse des projets de l'AQANU, en compagnie de Germain Touchette, de Reginald Sorel et du nouveau venu Luc Allaire.

Un parcours diversifié

Éducatrice de formation, elle a œuvré auprès de diverses clientèles d'élèves ayant des difficultés d'intégration, devant se déplacer à de nombreuses reprises en raison des changements dans les écoles, ces changements étant occasionnés par la métamorphose du quartier Saint-Jean-Baptiste. C'était à l'époque de la construction des édifices gouvernementaux et des bretelles de grands boulevards.

Elle a officiellement pris sa retraite en 2006 alors qu'à partir de 1982, elle avait occupé des fonctions d'adjointe et de directrice d'école de trois établissements de la Commission scolaire de Beauport.

Pour appuyer sa collègue Michelle Ladouceur, directrice de l'école Saint-Dominique à Lévis, Christiane Bruyère reprend le collier, à temps partiel, afin de s'occuper de la vie étudiante.

Haïti dans le viseur

C'est dans ce contexte, par Mme Ladouceur dont le fils était coopérant en Haïti, par l'organisation de la finale régionale de la Dictée PGL et par l'accueil d'une délégation d'Haïtiens que Christiane Bruyère donne, en quelque sorte un nouveau tournant à sa vie professionnelle.

Elle retrouve dans ses papiers, un vieux document sur la Fondation Paul-Gérin-Lajoie (PGL). Ces papiers l'incitent à consulter le site Internet de la Fondation pour y apprendre qu'un poste est ouvert en Haïti. «Nous sommes en octobre et la date de tombée est en septembre.»

Qu'à cela ne tienne, elle se soumettra à l'entrevue non sans s'être questionnée sur ses capacités. Pourrais-je vivre à la chaleur? Quel regard posera-t-on sur moi qui suis blanche?

Comme pour explorer le terrain, elle s'était rendue en Haïti avec Mme Ladouceur pour un premier séjour de trois semaines.

À partir de 2012 jusqu'en novembre 2016, dans le cadre du Programme de coopération volontaire (PCV), toujours pour la Fondation PGL, Christiane Bruyère vit et travaille en Haïti. Elle a, entre autres, la tâche de voir comment peut s'appliquer le programme de scolarisation aux élèves «surâgés», ceux de plus de 9 et 10 ans.



Photo prise à Trouin en Haïti. Christiane Bruyère figure avec des membres du personnel enseignant de l'École presbytérale Sainte-Anne. (Photo gracieuseté)

Ses fonctions seront modifiées à la suite de la restructuration du PCV en 2015. Au lieu d'assumer la responsabilité du volet éducation du PCV, elle détiendra celle d'accueillir, à Port-au-Prince, tous les coopérants volontaires des organisations non gouvernementales : de la FPGL, du CECI, de SACO et de l'EUMC. Respectivement, ces organisations s'affairent au développement en éducation, en gouvernance, en économie et en formation technique et professionnelle.

Par ses nouvelles fonctions, elle a notamment fait la connaissance de Clément Roy et de Réginald Sorel, tous deux coopérants volontaires.

Jusqu'à son départ d'Haïti, elle siégeait à la Table de concertation de la Commission Éducation du CLIO (Cadre de liaison Inter ONG), créée en

2005 et regroupant aujourd'hui une cinquantaine d'organisations haïtiennes et étrangères. Et c'est à cette époque, à titre de membre du Groupe stratégique de la Commission qu'elle avait signé le Pacte national pour une éducation de qualité mis de l'avant par le ministre Nesmy Manigat.

Elle a quitté Haïti à la fin du PCV en novembre 2016. Elle dit que, de façon générale, ce programme a eu de bons effets, mais qu'«on a trop longtemps travaillé en silos». Elle dit aussi qu'il faut se rappeler que les premiers coopérants ont été les communautés religieuses et que, se professionnalisant, la coopération a fini par «coûter plus cher en logement et en transport»!

L'éducatrice sans frontières s'est fait un devoir d'apprendre le créole; elle en fait une question de respect. Elle aurait souhaité retrouver les femmes haïtiennes que le PCV a aidées. Elle fait allusion entre autres à cette dame des Gonaïves qui, ayant créé une école privée primaire et secondaire, souhaiterait aujourd'hui implanter un «cégep».

Si les pays veulent aider Haïti, le meilleur moyen serait celui de favoriser la formation de ses jeunes sur place, dans leur pays, croit Christiane. «Les Haïtiens qui étudient ici la médecine en apprendront beaucoup sur le diabète, mais pas sur la malaria; ils ne seront pas formés aux réalités de leur pays.»

Conseillère à l'exécutif des Éducateurs sans frontières et membre du comité de communications, elle nourrit l'espoir que la population haïtienne finisse par «se solidariser et résister à ce qui se passe. J'espère seulement que ça ne va pas être trop violent».

Elle poursuit en disant qu'en cette période d'attentats, d'assassinats de manifestations en Haïti, «ça n'inspire pas d'y aller». Mais puisque, aujourd'hui, on ne peut plus se déplacer, cela force les partenaires locaux à se débrouiller, constate-t-elle.

Malgré le contexte difficile limitant les déplacements, Christiane Bruyère poursuit son engagement à la Fondation PGL, des formations à distance pouvant être offertes... lorsque la technologie haïtienne le permet.

Hélène Ruel

Luc Allaire branché sur le monde



Luc Allaire

(Photo gracieuseté)

Luc Allaire ne s'est pas fait prier pour devenir membre de l'AQANU dont il dit qu'elle possède une «belle expérience de terrain». Même qu'il a accepté d'emblée de faire partie de son comité d'analyse des projets en compagnie de Germain Touchette, de Christiane Bruyère et de Réginald Sorel.

Depuis 32 ans, Luc Allaire travaille à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), y ayant occupé diverses fonctions. Actuellement, et cela depuis six ans, il assume la responsabilité des relations internationales pour la Centrale. La pandémie de COVID-19 l'a en quelque sorte cloué devant son écran lui qui avait l'habitude de vivre pour ainsi dire dans ses valises.

Il connaît Réginald parce que ce dernier a présidé la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep, affiliée à la CSQ.

Il a suivi avec intérêt le projet de construction de l'École de formation professionnelle Mark Gallagher, dossier qu'a porté Réginald pour l'AQANU. «En Haïti, la formation professionnelle est l'enfant pauvre du système de l'éducation. Elle répond pourtant aux besoins en main-d'œuvre pour les secteurs de la santé et de l'agriculture.»

Terreur en Haïti

C'est d'ailleurs en compagnie de Réginald que Luc a vécu sa dernière

mission dans la capitale haïtienne pour le suivi de deux projets financés par la CSQ et l'Internationale de l'Éducation (IE), un pour l'installation d'une bibliothèque, l'autre pour le suivi d'un programme de formation des maîtres. C'était en février 2019.



Luc Allaire et Réginald Sorel entourent le regretté Roland Mathieu qui était responsable des projets de formation des maîtres et d'édification d'une bibliothèque à Port-au-Prince. (Photo gracieuseté)

La COVID-19 qui a emporté le responsable haïtien des deux projets (Roland Mathieu) ainsi que le climat sociopolitique prévalant en Haïti ont forcé l'arrêt du programme de formation pourtant bien amorcé avec deux cohortes d'une centaine d'enseignantes et d'enseignants, déplore Luc. «La majorité de ces enseignants ne possèdent pas de formation universitaire; c'est l'objectif que l'on poursuivait.»

On peut comprendre, dit-il, qu'avec le risque d'assister – ou d'en être victime – d'une tuerie dans sa rue, il soit difficile de sortir.

«C'est périlleux pour les hommes, encore plus pour les femmes qui risquent d'être kidnappées et violées.» Les violences menacent aussi l'économie informelle, largement soutenue par les petites commerçantes. «Elles doivent sortir tous les jours pour vendre leurs produits», précise-t-il.

Depuis février 2020, poursuit Luc, Haïti est en train de vivre une nouvelle dictature. La terreur règne avec la présence d'une centaine de gangs actifs à Port-au-Prince, lesquels s'en prennent même à la police. «C'est dramatique et encore plus chaotique qu'au temps de Duvalier.»

Les médias québécois parlent moins d'Haïti que du Myanmar, se désole-t-il,

soulignant que la CSQ est l'une des signataires d'un plaidoyer réclamant du gouvernement du Canada qu'il cesse de soutenir le gouvernement de Jovenel Moïse.

Ces jours-ci, Luc devait participer à une rencontre, virtuelle évidemment, convoquée par l'Internationale de l'Éducation (IE) afin de se demander ce qu'elle peut faire en Haïti.



Luc et Réginald ainsi que des représentants de syndicats haïtiens d'enseignement. (Photo gracieuseté)

Malgré le sombre portrait qu'il trace du climat haïtien, «il faut garder espoir», affirme-t-il. «Les Haïtiens sont tellement forts, résilients et motivés!»

La force des consortiums

Et puis, comme toute sa carrière le lui a enseigné, il croit à la force du partage, de la coopération, des consortiums à créer avec d'autres organisations, pour la réunion des ressources et des expertises.

«L'ACDI (Agence canadienne de développement international) étant disparue, il y a moins d'argent disponible pour les projets. Reste que maintenant, au lieu de répondre aux priorités du gouvernement canadien, ce sont les projets priorisés par les milieux qui peuvent se développer.»

Né et toujours résidant à Montréal, Luc s'est d'abord destiné au journalisme, ayant obtenu un baccalauréat en sociologie et sciences économiques ainsi

qu'une maîtrise en communications à l'Université de Montréal.

Du journalisme à l'action sociopolitique

En 1980, il entreprenait sa carrière en information, d'abord à la radio de CIBL, puis comme journaliste pigiste.

Le 31 octobre 1989, il devenait rédacteur en chef des publications des Nouvelles CSQ et d'Options, cette dernière étant une revue de quelque 200 pages s'attardant aux recherches en éducation.

Faisant sienne la fameuse citation «le journalisme mène à tout, à condition d'en sortir», Luc délaissait le secteur des communications de la CSQ en 2008 pour devenir conseiller à la formation professionnelle et technique, d'éducation des adultes, d'alphabétisation, de petite enfance. Cinq ans plus tard, il devenait conseiller à l'action sociopolitique.

Et avant d'assumer la responsabilité des relations internationales de la CSQ, il devenait, en 2014, secrétaire général du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation, lequel est reconnu par l'Organisation internationale de la Francophonie.

Luc parle de son boulot comme d'un travail de représentation, de plaidoyer, de solidarité. Et les enjeux sont multiples, touchant non seulement le secteur de l'éducation et de la santé (la qualité et le financement des services), mais aussi la démocratie, les changements climatiques.

Il regrette de ne pouvoir retourner dans ces pays où, en République démocratique du Congo par exemple, on a instauré des «cercles d'études» qui favorisent les échanges entre profs, plus encore le «dialogue social», précise Luc. On y a discuté des façons de «mécaniser» le dépôt de la paie, de la possibilité d'opter pour un horaire de cours étalé sur cinq jours consécutifs. La dernière fois qu'il s'y est rendu, une enseignante congolaise lui confiait que le cercle d'études avait constitué pour elle la toute première occasion de prendre la parole!

«Il est plus difficile de connaître et d'apprécier ce qui se fait lorsqu'on ne peut aller sur le terrain», observe Luc... ne délaissant toutefois pas sa connexion solidaire sur le monde.

Hélène Ruel

AQANU-Granby... à l'écran

Ceux et celles qui auraient raté le déjeuner virtuel de l'AQANU-Granby du 24 avril dernier peuvent prendre connaissance des différentes présentations. Le secrétaire général de l'UPA-DI Hugo Beauregard-Langelier parle du projet agroforestier Carboneutre Ayiti pour lequel l'AQANU-Granby a versé une somme de 10 000 \$, ce don permettant de mettre en place deux pépinières.



Thomas, producteur de café à Baptiste

(Photo UPA-DI)

De son côté, Julie Ostiguy a présenté la route du café, celle qui part de Baptiste en Haïti jusqu'à la tasse que l'on boit ici, en passant par l'atelier de la classe de Stéphane Nadon du Centre intégré de formation.

On trouvera également le mot d'accueil, l'allocution de la députée Andréanne Larouche, celle du président de l'AQANU, Dr Emilio Bazile ainsi que la présentation de la ferme-école des Petites sœurs de Sainte-Thérèse par sœur Mamoune Maurice. C'est à cette ferme de Fort Liberté en Haïti que l'AQANU-Outaouais alimente un projet d'aquaponie.

On trouvera tout cela au : <https://youtube.com/playlist?list=PLzRuOp8UF-0kdx0i7QtbufenfpnRnACWW>

Marie-Lissa Roy-Guérin, une première

Savait-on que Marie-Lissa Roy-Guérin, membre et secrétaire du conseil d'administration de l'AQANU a été la première personne issue des minorités visibles à siéger au Conseil supérieur de l'éducation?

C'est ce qu'on apprend sur le site même du Conseil qui énumère les premières ayant jalonné ses presque 60 ans d'histoire.

Ainsi, on y apprend que Marie-Lissa, originaire d'Haïti, a été la première afrodescendante à devenir membre du Conseil. C'était en 1993. Elle y a siégé jusqu'en 2001, assumant également la présidence de la Commission de l'enseignement secondaire entre 1994 et 1999.



Marie-Lissa Roy-Guérin

(Photo Hélène Ruel)

Marie-Lissa a mené sa carrière dans ce qui est devenu le Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais. Elle est membre de l'AQANU-Outaouais.

On peut prendre connaissance des autres «premières» du Conseil supérieur de l'éducation en suivant ce lien :

Quelques « premières » dans l'histoire du Conseil - CSE (gouv.qc.ca)

Hélène Ruel